



FRANCE STRATÉGIE

ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur

Nicolas Charles et Quentin Delpech¹

Porté par la mondialisation et par l'élévation du niveau de vie dans les pays émergents, le nombre des étudiants internationaux – c'est-à-dire des personnes étudiant dans un autre pays que le leur – ne cesse d'augmenter. Il pourrait passer d'environ 4 millions aujourd'hui à 7,5 millions en 2025. Cette internationalisation de l'enseignement supérieur ne se limite plus à la seule mobilité des étudiants : les formations et les établissements s'exportent, le contenu comme les outils pédagogiques évoluent, les collaborations scientifiques internationales sont valorisées.

La France est un acteur de premier plan de ces processus. Selon l'Unesco, elle est le troisième pays d'accueil des étudiants internationaux en 2012 avec 271 000 étudiants accueillis, soit 6,8 % du total des étudiants en mobilité à travers le monde. S'il ne manque pas d'atouts, le système français doit surmonter des défis de taille, sous peine de voir ses parts de marché érodées par une compétition accrue. Il lui faut notamment diversifier ses modalités d'internationalisation et améliorer durablement la qualité de son offre, qu'il s'agisse de contenu ou de services aux étudiants. Le défi est aussi financier, dans un contexte de contraintes budgétaires.

Le rapport *Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur*² propose des scénarios de réforme visant une amélioration durable de la qualité de l'enseignement supérieur français. Il introduit un principe de tarification des études au coût complet pour les étudiants extra-communautaires (hors doctorat), qui assurerait des recettes d'environ 850 millions d'euros par an. L'ensemble de ces nouvelles ressources est réinvesti pour assurer le financement de trois grands objectifs : un maintien de l'équité *via* un recalibrage des politiques de bourses actuelles, en faveur notamment des étudiants en provenance des pays francophones ; une amélioration des services à destination des étudiants internationaux ; et enfin un renforcement de l'attractivité de l'enseignement supérieur français.

Plan d'action à cinq ans et financement (en millions d'euros)

Objectifs	Mesures	Montant
Équité	Action n° 1 : Recalibrer les politiques de bourses	440
Qualité	Action n° 2 : Améliorer l'expérience des étudiants internationaux	280
Attractivité	Action n° 3 : Accompagner l'internationalisation des établissements	52,5
	Action n° 4 : Investir dans l'offre numérique	70
	Action n° 5 : Renforcer les politiques d'attraction et de promotion	7,5
Apport total de la hausse des frais de scolarité		850

1. Département Travail-Emploi.

2. Le rapport est disponible sur le site de France Stratégie à l'adresse suivante : <http://strategie.gouv.fr/publications/investir-linternationalisation-de-lenseignement-superieur>.

TROIS GRANDES TENDANCES MONDIALES

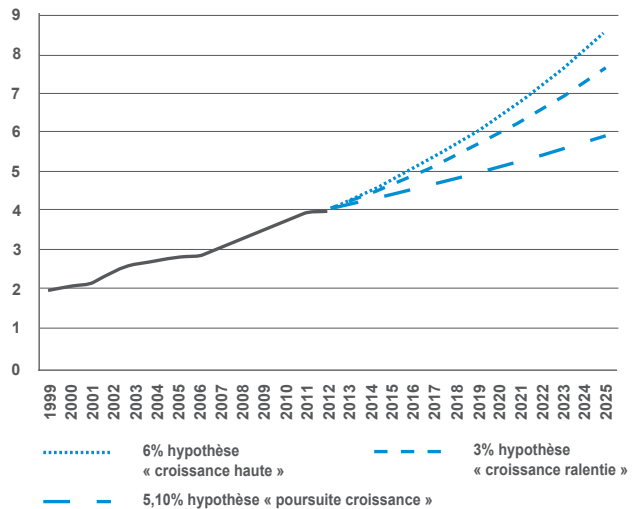
Transnationalisation

La géographie de l'économie mondiale du savoir connaît de profonds bouleversements depuis plusieurs décennies. L'innovation et la recherche sont de moins en moins le privilège des seuls pays développés et de plus en plus fabriquées au Sud. En 2000, aucun pays émergent ne figurait parmi les cinq premiers pour la dépense en recherche-développement ; en 2010, la Chine et la Corée du Sud ont dépassé la France et le Royaume-Uni. Sur la période 2000-2012, les effectifs dans l'enseignement supérieur ont presque doublé, passant d'environ 100 millions d'étudiants à 196 millions dans le monde. Près de la moitié de cette croissance est réalisée dans les quatre pays des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). L'économie du savoir s'affranchit ainsi de plus en plus des frontières : le nombre d'étudiants en mobilité internationale ne cesse de progresser et pourrait dépasser 7,5 millions en 2025, contre 4 millions aujourd'hui, la révolution des technologies de l'information et de la communication offre de nouvelles opportunités de consommation et de partage des connaissances par-delà les frontières.

Multipolarisation

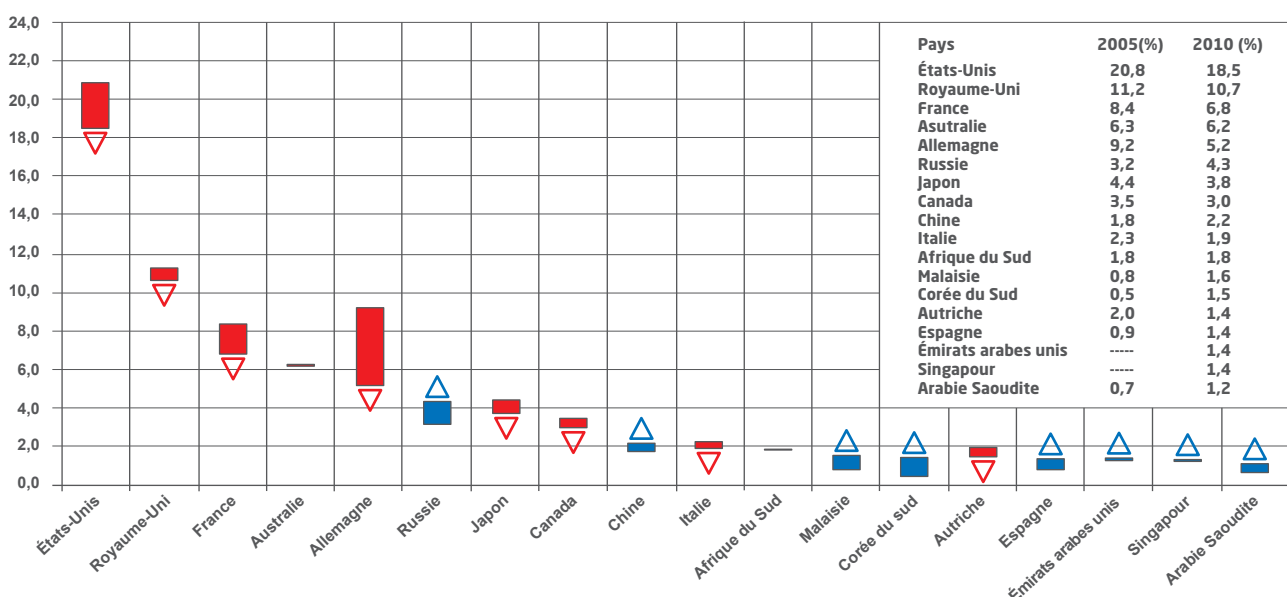
Le centre de gravité de l'économie du savoir reste au Nord : entre 1996 et 2010, 25 % des articles dans les revues scientifiques étaient produits aux États-Unis ; l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord continuent d'attirer plus de la moitié des étudiants en mobilité dans le monde.

Projections du nombre total d'étudiants internationaux d'ici 2025



Cependant un processus de décentralisation est à l'œuvre et s'accélère : les grandes destinations des étudiants en mobilité internationale perdent des « parts de marché » et sont concurrencées sous l'effet de stratégies de spécialisation et d'agglomération d'offre éducative de haut niveau en Asie et au Moyen-Orient. Sur la dernière décennie, la croissance des parts de marché dans l'accueil des étudiants en mobilité a ainsi été deux fois plus importante dans les BRIC que dans les pays traditionnels d'accueil (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Australie).

Évolution des « parts de marché » de la mobilité entrante internationale des étudiants dans les 18 plus grands pays d'accueil (2005-2012)



Lecture : en rouge, la baisse des parts de marché ; en bleu l'augmentation des parts de marché. Données 2006 pour l'Italie, 2004 pour la Malaisie et 2011 pour le Canada. Faute de données disponibles avant 2011 pour les Émirats arabes unis et avant 2009 pour Singapour, ne sont renseignés pour ces deux pays que les niveaux de parts de marché en 2012 et leurs tendances récentes.

Source : Unesco Institute for Statistics, calculs France Stratégie



Diversification

Sous l'effet de transformations économiques et démographiques majeures, la demande de savoir ne sera pas seulement fortement accrue, elle prendra des formes plus complexes. En premier lieu, les flux de mobilités ne seront plus à sens unique : déjà, les pays du Nord cherchent à internationaliser la formation de leurs étudiants pour répondre aux besoins d'un marché du travail toujours plus mondialisé. Dans le même temps, un nombre croissant de pays du Sud subventionnent la mobilité de leurs citoyens afin de les former dans des secteurs clés pour leur stratégie de développement économique. Les échanges Sud-Sud se développent aussi, pour la mobilité des étudiants comme pour celle des programmes et des établissements : en 2012, 17 % des campus *offshore* relevaient des relations Sud-Sud. En second lieu, la géographie des mobilités sera plus ouverte : des « hubs éducatifs » au Moyen-Orient et en Asie captent déjà la demande régionale et rétrécissent les mobilités. Les étudiants auront plus largement accès à une éducation internationale sans quitter leur territoire. De leur côté, les établissements universitaires des pays développés cherchent à internationaliser les contenus de formation pour lever les obstacles économiques et sociaux de la mobilité. En troisième lieu, les mobilités ne se limitent plus aux seuls individus : les établissements et les formations sont de plus en plus mobiles. En 2011, il existait plus de 200 campus *offshore* dans le monde ; ils seront 280 en 2020. Les savoirs se déplacent aussi grâce à la « révolution numérique » : en 2013, on comptait une dizaine de plateformes accueillant des Moocs (cours en ligne ouverts et massifs), aux États-Unis et en Europe principalement, avec plus de 3 000 cours disponibles. En quatrième lieu, de nouveaux acteurs font leur apparition : des opérateurs privés investissent les marchés locaux d'éducation tandis que des entreprises créent des plateformes en ligne qui offrent des cours en accès libre au plus grand nombre.

DES BÉNÉFICES VARIÉS

Traditionnellement envisagé comme un moyen de renforcer le rayonnement international et l'excellence scientifique des États, l'accueil d'étudiants internationaux sert cependant des objectifs plus divers : c'est aussi un enjeu d'élévation du niveau de qualification de la main-d'œuvre et une source de revenus conséquents pour le financement du système d'enseignement supérieur.

Que ce soit pour les individus (étudiants, personnel enseignant et de recherche, etc.), pour l'écosystème des

établissements d'enseignement et de recherche, pour l'économie d'un pays dans son ensemble, le processus d'internationalisation procure des bénéfices variés. Ce sont d'abord des bénéfices économiques directs : revenus financiers pour les établissements avec le paiement de frais de scolarité par les étudiants internationaux, mais aussi revenus générés par l'ensemble des dépenses de la vie courante effectuées par ces étudiants (logement, transports, nourriture, etc.). Les bénéfices financiers annuels de l'accueil d'étudiants internationaux sont ainsi estimés à 32,4 milliards de dollars aux États-Unis, 25,1 milliards au Royaume-Uni et 10,4 milliards en Australie³. Il y a ensuite des bénéfices indirects, liés à la présence de ces étudiants, sur la création d'emploi, dans le secteur éducatif mais aussi dans d'autres secteurs (tourisme, etc.). Tous ces impacts, mesurables, ne reflètent toutefois que la dimension financière et économique de court terme des bénéfices de l'internationalisation du secteur éducatif. D'autres bénéfices, certes plus difficilement mesurables, mais inhérents au processus d'internationalisation, relèvent d'autres dimensions comme le capital humain, les logiques socioculturelles ou encore l'influence stratégique. Les étudiants internationaux représentent de fait un vivier de main-d'œuvre qualifiée et contribuent au potentiel d'innovation des pays. L'internationalisation a par ailleurs des incidences positives sur l'écosystème de l'enseignement supérieur : les étudiants développent des compétences multiculturelles et, plus largement, cognitives, le système voit sa qualité améliorée par la diversification de l'offre et des parcours de formation. S'agissant de l'influence stratégique, les gains sont difficilement mesurables, mais le potentiel semble essentiel dans le contexte d'intensification des échanges commerciaux, culturels, sociaux et politiques.

Tous ces enjeux bouleversent les écosystèmes nationaux d'enseignement supérieur et interrogent la place de l'internationalisation dans l'écosystème des établissements. L'offre de formation, la gouvernance des établissements, les normes d'enseignement et de recherche, les pratiques pédagogiques sont soumises à de profondes transformations.

QUEL POSITIONNEMENT POUR LA FRANCE ?

Un acteur de premier plan

La France est un acteur important de l'internationalisation. Selon les chiffres de l'Unesco, elle est le troisième pays d'accueil des étudiants internationaux en 2012 avec 271 000 étudiants accueillis. La France capte ainsi 6,8 % du total

3. La logique commerciale adoptée par ces pays en la matière s'insère plus largement dans une politique d'internationalisation des services et dans leur participation à l'échange international. Voir le rapport de France Stratégie (2014), *Quelle France dans dix ans ?*, chapitre 11.

des étudiants en mobilité à travers le monde, derrière les États-Unis (18,5 %) et le Royaume-Uni (10,7 %). Elle se situe à la 6^e place au niveau mondial pour son volume de production scientifique, derrière les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon. Les étudiants français sont également plutôt mobiles : en 2012 toujours, plus de 62 500 Français étudiaient à l'étranger en vue d'obtenir un diplôme, auxquels s'ajoutent les 35 000 bénéficiaires du programme Erasmus.

Les acteurs de l'enseignement supérieur en France se sont très tôt approprié la diversification des modalités de l'internationalisation, en particulier dans le domaine de l'exportation des formations où la France a même été plutôt pionnière. Une recension des formations supérieures françaises à l'étranger, réalisée en 2006 par le ministère des Affaires étrangères et l'Agence universitaire de la francophonie, comptait 242 formations dans 26 pays concernant environ 40 000 étudiants. La France apparaît donc comme un acteur majeur du marché des formations dites « délocalisées », derrière les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie.

Une internationalisation spécifique, héritage de l'histoire et source de perspectives

La sociologie de la mobilité entrante de la France est porteuse de perspectives sur le long terme. Elle est fortement ancrée dans des logiques historiques de relations entre pays et de migrations. La France possède, à ce titre, une spécificité par rapport aux grands pays d'accueil : elle accueille une proportion très importante d'étudiants d'origine africaine, 42,8 % en 2011, quand aucune des quatre autres destinations majeures ne dépassait les 10 %. Cette sociologie spécifique de l'accueil en France recèle un immense potentiel de croissance au regard des perspectives de développement de la demande d'éducation sur le long terme du continent africain.

La France a d'autres atouts. Elle dispose d'un réseau d'enseignement scolaire à l'étranger parmi les plus étendus au monde. Près de 320 000 élèves sont scolarisés depuis la maternelle jusqu'au lycée dans des établissements enseignant en français. Plus de 50 % ne sont pas de nationalité française. C'est un outil du rayonnement international de la France et une force d'entraînement pour l'internationalisation de son enseignement supérieur. La France a par ailleurs un rôle à jouer sur l'offre numérique en langue française. Sur les plateformes des Moocs existantes à ce jour, plus de trois mille cours sont disponibles dans toutes les disciplines, dont seulement 88 sont d'origine française. Il y a là pourtant un marché très important, avec plus de 274 millions de francophones

à travers le monde dont 220 millions qui pratiquent la langue au quotidien, soit 3 % de la population mondiale.

De nombreux défis à relever

Dans un espace international où les établissements universitaires sont comparés et évalués par des classements internationaux, le décalage entre les atouts de la France et sa performance mesurée est un handicap dans la compétition mondialisée, malgré ses bons résultats en matière de production scientifique. Les établissements français sont mal représentés dans les classements internationaux. Ils ne sont que 20 dans les 500 premiers du classement de Shanghai. La double dualité du système français (universités/grandes écoles et universités/organismes publics de recherche) est par ailleurs source de dispersion, même si la constitution des communautés d'universités et d'établissements (COMUE), plus à même à terme de promouvoir des institutions visibles et attractives sur le plan international, est un signe encourageant.

Enfin, d'un point de vue humain et financier, les ressources allouées aux politiques d'internationalisation restent limitées. Pour les établissements, bien que la situation soit très inégale, les ressources humaines spécifiquement dédiées sont en nombre restreint et insuffisamment formées. Si la plupart des établissements ont mis en œuvre de telles politiques, il manque de véritables stratégies formalisées au niveau du projet d'établissement. En outre, les services aux étudiants sont à la fois peu développés et faiblement adaptés pour les étudiants internationaux. Les investissements dans l'élargissement de l'offre numérique, dans les capacités des infrastructures et les services aux étudiants, dans la promotion des formations à l'étranger, voire dans la création de partenariats internationaux, sont en outre limités par un contexte budgétaire contraint.

Les stratégies possibles

Pour faire face à ces enjeux, le système d'enseignement supérieur français doit se doter d'un cap stratégique ambitieux, comme l'ont fait plusieurs pays. Cela suppose en premier lieu un travail de clarification et de hiérarchisation des objectifs. Cela ne consiste pas en revanche à promouvoir un plan d'action homogène pour tous les établissements, mais bien à s'appuyer sur des politiques d'établissements fortes. Un équilibre est à trouver entre une stratégie nationale partagée et des stratégies locales coordonnées.

La politique de la France ne peut se résumer à une approche quantitative, quand bien même l'accueil des étudiants internationaux produit des bénéfices reconnus, à la fois en termes économiques, académiques et, plus largement,



stratégiques. Longtemps, les contraintes quantitatives n'en ont pas moins prévalu, les flux d'étudiants internationaux se réduisant « par défaut », en s'ajustant à la massification de l'enseignement supérieur. Cette politique a masqué les enjeux qualitatifs, qui devraient pourtant être privilégiés. Ainsi envisagée, la question ne se réduirait plus à savoir combien d'étudiants internationaux attirer mais plutôt pour quelles raisons les attirer, avec quels objectifs pour la France, pour les pays d'immigration et pour ces jeunes. D'autant que de nouvelles formes d'internationalisation, en partie concurrentes de la mobilité étudiante, sont amenées à se développer.

Il est possible de distinguer quatre logiques d'action, non exclusives les unes des autres, qui pourraient structurer une stratégie française et qui impliquent des choix de politiques publiques différents : l'internationalisation comme levier d'ajustement du marché du travail par l'attraction des talents, la rétention des étudiants internationaux et l'immigration scientifique ; l'internationalisation comme levier d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur ; l'internationalisation comme source de revenus d'exportation pour l'économie et d'autofinancement pour les établissements ; et enfin l'internationalisation comme instrument d'influence stratégique et d'aide au développement.

QUEL CHOIX POUR LA FRANCE ?

Une ambition

La stratégie de la France en matière d'internationalisation de l'enseignement supérieur s'est historiquement structurée autour des logiques d'influence et de coopération et, plus récemment, d'attraction de main-d'œuvre qualifiée. Deux autres logiques sont plus éloignées de notre modèle : les logiques commerciales sont plus prononcées dans d'autres pays (Australie, Royaume-Uni) tandis que la logique d'amélioration de la qualité est de plus en plus au centre de l'approche allemande.

À la lumière du diagnostic sur les transformations internationales en cours et à venir, de l'examen distancié des forces et des faiblesses du cas français et de l'analyse comparée des principaux pays d'accueil, une ambition pour la France consisterait à utiliser l'internationalisation comme un levier d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche. Toutefois, les spécificités du système français, l'ancrage géographique des flux de mobilité entrante, principalement en Afrique, son positionnement d'outsider sur le marché mondial en raison de la langue, plaident fortement pour que le souci de qualité s'articule avec celui d'équité. Atteindre ces deux objectifs de montée en qualité et d'équité nécessite toutefois des transformations notables

de l'environnement des politiques publiques ainsi que de l'écosystème de l'enseignement supérieur.

Un levier de financement

Le développement de l'internationalisation a un coût non négligeable. Dans un contexte budgétaire contraint, l'augmentation des frais de scolarité des étudiants internationaux est souvent perçue comme un moyen adéquat de dégager des ressources financières pour les établissements. C'est une possibilité en France car la situation des étudiants extra-communautaires n'y est guère différente de celle des étudiants français (et des étudiants communautaires). Elle se caractérise par une absence de différenciation des frais selon le pays d'origine, par une variation limitée des frais de scolarité selon le niveau d'études ou la spécialité de formation et enfin par un niveau moyen des frais de scolarité faible.

Un principe de tarification des études à coût complet est ainsi proposé. Mais cette tarification doit être ciblée et servir un plan ambitieux d'investissement dans la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche.

D'une part, l'augmentation des frais au coût complet doit être sélective, c'est-à-dire ciblée en fonction de priorités fixées principalement au niveau national. À l'instar du dispositif suédois, un principe de gratuité pour les étudiants internationaux en doctorat serait introduit, dans une logique d'attraction des étudiants les plus qualifiés.

D'autre part, ce principe de tarification ne doit pas viser une baisse des dépenses publiques correspondantes mais servir une ambition : le développement d'une internationalisation inclusive au service de la qualité de notre enseignement supérieur. L'introduction de cette nouvelle tarification est alors un moyen de doter l'enseignement supérieur des ressources nécessaires à ce développement. La tarification doit ainsi servir un plan ambitieux d'investissement, indispensable à deux titres. En premier lieu, cet investissement est essentiel pour mieux contrôler ou neutraliser les effets négatifs de court et moyen terme d'une telle tarification. En effet, d'après les cas britannique, danois et suédois, une baisse des flux entrants est à prévoir à la suite d'une hausse des frais de scolarité. Compte tenu de la spécificité des flux entrants en France (avec plus de 82 % d'extra-communautaires et une surreprésentation des étudiants africains), ce risque de chute des effectifs est d'autant plus significatif. Un premier effort d'investissement devra porter sur des mesures d'équité grâce à un recalibrage des politiques de bourses (Action n° 1, voir plus loin). En second lieu, un investissement dans la qualité du système d'enseignement supérieur est indispensable pour répondre aux attentes nouvelles

des étudiants internationaux. Cela passe par un développement des services aux étudiants et des autres formes d'internationalisation (offre numérique, exportation des formations, etc.).

Une méthode

Dans un contexte d'autonomie croissante des établissements, deux logiques complémentaires pourraient animer la fabrique des politiques sur l'internationalisation : une logique d'État stratège sur un nombre nécessairement limité de priorités nationales et une amplification de la logique de service aux établissements.

Se donner les moyens d'un état des lieux rigoureux

Toute démarche d'élaboration d'une stratégie nationale, quel que soit le secteur de politiques publiques en jeu, nécessite un travail préalable d'objectivation des pratiques existantes qui permet d'identifier les avantages comparatifs et les difficultés spécifiques de chaque pays. Ce souci d'objectivation doit cibler les pratiques, mais plus largement les bénéfices multiples attendus de l'internationalisation. Un premier axe de propositions devrait répondre à ce besoin d'objectivation.

Axe 1 - Objectiver les formes actuelles de l'internationalisation de l'enseignement supérieur français et ses multiples bénéfices

Proposition 1 - Renforcer et compléter l'appareil statistique de l'État

- Mieux renseigner la mobilité sortante des étudiants français et le suivi des diplômés internationaux accueillis en France.
- Recenser les formations françaises à l'étranger en distinguant a minima leur nombre, leurs effectifs, leur type, leur niveau et leurs modalités d'implantation.

Proposition 2 - Mesurer l'ensemble des bénéfices de l'internationalisation

- Élaborer un outil de mesure des bénéfices de la présence d'étudiants internationaux en France, à la fois dans une dimension quantitative (emplois créés, recettes d'exportation) et qualitative (effets sur le système d'enseignement supérieur et sur l'expérience des étudiants français, impact en termes d'influence, etc.). À terme, communiquer sur un tel outil, de manière périodique. Campus France pourrait être chargé d'une telle mission.

Un État stratège sur des priorités nationales

Concentrer l'action publique sur un nombre restreint de priorités doit permettre de mieux mobiliser les ressources de l'État. Le levier principal dont disposent les pouvoirs

publics pour orienter les comportements des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche vers des priorités nationales est celui des incitations financières⁴. Le recours à des « appels à projet » devrait ainsi être largement encouragé comme forme pertinente d'incitation publique en France. Ces appels à projet pourraient être lancés en priorité pour accroître les services aux étudiants internationaux et développer des dispositifs facilitant leur préparation à la mobilité, leur accueil ou leur intégration au sein des établissements et, plus largement, pour améliorer leur expérience globale en France (Action n° 2, voir plus loin) ; pour soutenir les initiatives d'exportation de formations françaises à l'étranger (Action n° 3) ; pour développer une offre numérique plus créative et réactive (Action n° 4).

De manière générale, un deuxième axe de propositions vise à favoriser l'élaboration de stratégies d'internationalisation au niveau des établissements.

Axe 2 - Inciter les établissements à développer des stratégies propres d'internationalisation

Proposition 3 - Inciter par des financements ciblés

- Lancer des programmes stratégiques pour soutenir les projets d'internationalisation d'établissements français, pour développer l'offre numérique et améliorer l'expérience étudiante, sur la base d'un financement par « appels à projet ».

Proposition 4 - Inciter par l'évaluation

- Engager une réflexion sur les indicateurs du degré d'internationalisation au niveau des établissements.
- Fixer des objectifs sur l'internationalisation des établissements dans le cadre de la contractualisation État-universités.
- Évaluer les formations françaises à l'étranger afin de garantir leur qualité.

Un État facilitateur au service des établissements

Au-delà de la définition de priorités stratégiques, les pouvoirs publics doivent promouvoir un environnement favorable aux politiques d'internationalisation des établissements. C'est un souci général de soutien, d'aide et de service aux établissements qui doit guider l'action publique. Cela passe notamment par une meilleure coopération entre les acteurs de l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse des instances représentatives, des administrations et des opérateurs de l'État impliqués dans l'élaboration des politiques publiques. L'action publique doit par ailleurs faciliter l'émergence d'un écosystème favorable pour les établissements français, notamment par un effort accru en matière de conseil, d'aide à la décision et de formation

4. Un autre levier est l'évaluation, notamment à travers la contractualisation État-universités et les dispositifs de contrôle de qualité des formations.



(audits préalables dans les établissements, analyses par pays, études prospectives, etc.). Il est ici proposé que ce rôle assumé par les pouvoirs publics se construise autour d'une « unité d'expertise et d'accompagnement de l'internationalisation des établissements », soit sous forme d'une conférence d'établissements spécialisée, soit en interne au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Cette équipe dédiée aurait trois missions : l'animation et la représentation des intérêts du secteur, le conseil et l'aide aux établissements et enfin l'étude, la recherche et la prospective. Un budget de 2,5 millions d'euros par an pourrait lui être affecté.

Axe 3 - Amplifier la logique de service aux établissements par les pouvoirs publics.

Proposition 5 - Créer une unité d'expertise et d'accompagnement de l'internationalisation des établissements, avec les missions suivantes :

- animation et représentation ;
- conseil et aide aux établissements ;
- études, recherche et prospective.

Proposition 6 - Encourager la professionnalisation des personnels des établissements

- Privilégier notamment des formations professionnalisantes sur le mode du partenariat avec des établissements étrangers.

Cinq actions indispensables pour assurer l'équité, investir dans la qualité et renforcer l'attractivité

La soutenabilité d'une telle réforme dépend toutefois de l'activation de cinq actions qui ont une double fonction : neutraliser les effets négatifs de court et moyen terme de l'introduction d'une tarification au coût complet ; assurer le renforcement de l'attractivité du système français et l'amélioration durable de sa qualité.

Ce plan s'appuie concrètement sur une tarification des études pour les étudiants extra-communautaires, qui exclurait le niveau doctorat et concernerait ainsi environ 102 000 étudiants. Les nouvelles ressources des frais de scolarité s'élevaient à 850 millions d'euros par an (voir hypothèses dans le rapport), réinvestis dans un plan en cinq actions (voir tableau ci-dessous).

Action n° 1 - Un recalibrage des politiques de bourses ciblées sur l'espace francophone.

Objectif : 30 000 bourses annuelles supplémentaires.

Un recalibrage des politiques de bourses est nécessaire. Pour neutraliser les effets négatifs de court terme de baisse des effectifs liée à l'introduction de frais de scolarité et pour promouvoir une internationalisation « inclusive », 30 000 bourses annuelles supplémentaires – sous la forme d'exemptions de frais de scolarité – seraient pourvues et dédiées à l'espace francophone, en plus des dispositifs actuels. Le coût de ce recalibrage des politiques de bourses s'élèverait à environ 440 millions d'euros par an. Ce montant comprend le coût de l'exemption des frais à coût complet pour les boursiers actuels et la création de 30 000 exemptions supplémentaires.

Action n° 2 - Un développement des services aux étudiants et une amélioration de l'expérience des étudiants internationaux en France.

Objectif : une meilleure expérience grâce à de meilleurs services pour tous.

La hausse des frais de scolarité aura pour effet d'augmenter les attentes des étudiants. Or les services aux étudiants sont peu développés en France. Il paraît ainsi nécessaire d'allouer 1 000 euros, soit environ 10 % du coût total de la formation, pour mener des actions spécifiques aux étudiants étrangers, qu'ils paient ou non, afin d'améliorer leur expérience. Un tel dispositif coûterait environ 280 millions d'euros par an.

Plan d'action à cinq ans et financement (en millions d'euros)

Objectifs	Mesures	Montant	%
Équité	Action n° 1 : Recalibrer les politiques de bourses	440	51,8 %
Qualité	Action n° 2 : Améliorer l'expérience des étudiants internationaux	280	32,9 %
Attractivité	Action n° 3 : Accompagner l'internationalisation des établissements	52,5	6,2 %
	Action n° 4 : Investir dans l'offre numérique	70	8,2 %
	Action n° 5 : Renforcer les politiques d'attraction et de promotion	7,5	0,9 %
Apport total de la hausse des frais de scolarité		850	100,0 %

Action n° 3 - Un investissement pour l'exportation des formations françaises à l'étranger

Objectif : développer l'offre d'enseignement supérieur français à l'étranger tout en s'assurant de sa qualité.

Un investissement est nécessaire pour accompagner les projets d'internationalisation des établissements français. Il pourrait passer par des « appels à projet » spécifiques. Cet investissement serait doté d'une enveloppe de 50 millions d'euros par an. Le soutien à l'internationalisation des établissements sera par ailleurs facilité par la création d'une unité d'expertise et d'accompagnement, dotée de 2,5 millions d'euros par an.

Action n° 4 - Un investissement pour le développement de l'offre numérique des établissements français

Objectif : faire de l'offre numérique française la première offre non anglophone au niveau mondial.

Au-delà des « investissements d'avenir » déjà consacrés

au numérique, un effort massif devrait être consenti pour développer l'offre numérique en direction de l'espace francophone. Cet investissement serait alimenté par des « appels à projet » dotés de financements à hauteur de 70 millions d'euros par an.

Action n° 5 : Une politique active pour l'attraction et le recrutement d'étudiants

Objectif : rester la première destination non anglophone grâce à des politiques d'attraction renouvelées.

Cette politique passe par des moyens renforcés de communication et de marketing ciblés sur certains pays ; par la mise en place d'une approche de « branding » pour l'enseignement supérieur français (marque France) ; et enfin par le renforcement des moyens alloués aux réseaux diplomatiques et aux opérateurs chargés de l'identification et de la sélection des boursiers. Un financement de 7,5 millions d'euros par an pourrait être ciblé sur ces actions.

CONCLUSION

Investir dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur est nécessaire dans un contexte d'intensification de la concurrence internationale et de diversification des formes de l'internationalisation. C'est aussi nécessaire pour améliorer durablement la qualité du système d'enseignement supérieur français. Le plan d'action prône ainsi un réinvestissement de l'ensemble des gains de la réforme au service de trois grands objectifs :

- un objectif d'équité *via* un recalibrage des politiques de bourses, en ciblant l'espace francophone ;
- un objectif d'amélioration de la qualité de l'expérience des études pour les étudiants internationaux ;
- un objectif de renforcement de l'attractivité de l'enseignement supérieur français.

Pour être à la fois réaliste, efficace et équitable, une réforme doit avoir pour condition *sine qua non* le réinvestissement effectif des nouveaux moyens dégagés dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Mots clés : internationalisation, enseignement, étudiants, bourses, Moot

Directeur de la publication : Jean Pisani-Ferry, commissaire général ; directrice de la rédaction : Selma Mahfouz, commissaire adjointe ; secrétaires de rédaction : Olivier de Broca, Sylvie Chasseloup ; impression : Commissariat général à la stratégie et à la prospective ; dépôt légal : janvier 2015 - N° ISSN 1760-5733 ; contact presse : Jean-Michel Roullé, responsable du service Édition-Communication, 01 42 45 61 37, jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

RETROUVEZ LES DERNIÈRES ACTUALITÉS DE FRANCE STRATÉGIE SUR :



www.strategie.gouv.fr



CommissariatStrategieProspective



@Strategie_Gouv



France Stratégie est un organisme de concertation et de réflexion. Son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.